

Méthodes de diffusion de l'information au sein du SNRA du Congo

Noé Emmanuel MBEMBA

Documentaliste

Centre national de Documentation et d'Information Scientifique et Technique,
R.C. BRAZZAVILLE ☎ : (242) 675 77 70/(242)661 34 02
E-mail : cndist@yahoo.fr ; mbemba_krishna@yahoo.fr

Résumé

Le système national de la recherche agricole au Congo regroupe plusieurs institutions publiques et privées. L'existence d'une masse importante d'information est indéniable, mais son éparpillement et son manque de traitement rendent difficile son accessibilité.

Les besoins en informations agricoles des acteurs du développement et des producteurs agricoles sont immenses. Leur satisfaction reste un défi permanent pour le système national d'information agricole qui compte près de 16 structures de documentation et plusieurs utilisateurs, car l'information agricole n'est pas financée au Congo.

Afin de répondre aux demandes multiformes d'un public plurisectoriel, une méthode de diffusion sélective avait été mise en place avec le soutien du CTA : le SQR.

L'approche SQR, financée par le CTA, dans le cadre du SICHC avait démarré en 2005, par une enquête au niveau national pour identifier le type d'utilisateurs et le type de besoins en informations exprimés.

Les résultats de l'enquête, obtenus sur la base d'un questionnaire ont permis d'élaborer un répertoire des institutions, des chercheurs et des producteurs agricoles.

Les domaines de recherche et les besoins en informations avaient été identifiés

Abstract

The national system of the agricultural research in Congo gathers several public and private institutions. The existence of an important mass of information is incontestable, but its scattering and its lack of treatment make it difficult to be accessible.

The needs for agricultural information for the actors to development and agricultural producers are huge. Their satisfaction remains a permanent challenge for the national system of agricultural information that counts about 16 structures of documentation and several users, because agricultural information is not financed in Congo.

In order to satisfy the multiform demands of a multi sector-based public, a selective diffusion method was set up with the support of the CTA: the SQR.

The SQR approach, financed by the CTA, in the framework of the SICHC started in 2005, with an investigation at the national level to identify the type of users and the type of expressed needs for information.

The results of the investigation, obtained on the basis of a questionnaire, enabled to elaborate an index of institutions, researchers and agricultural producers.

The domains of research and the needs for information were identified.

Although the project is now dormant due to lack of funding, the center plans to revitalize the SNIA by a national workshop to adopt a national plan. A policy of harmonization of technical information management will be developed. Get the capacity of the network by using new technologies.

I - Introduction

Le système national de la recherche agronomique congolais regroupe plusieurs institutions publiques et privées. D'où l'éparpillement des informations sur l'agriculture.

L'analyse du secteur agricole révèle l'existence indéniable d'une grande masse de connaissances et d'informations agricoles, forestières et environnementales au sein de ces institutions, mais le système de gestion de cette information est empirique. Les structures de documentation et des bibliothèques spécialisées ne sont pas équipées en matériels adéquats et en personnels qualifiés pour mettre sur pied des méthodes de diffusion adéquates comme la DSI. Les spécialistes de l'information et de la communication n'ont pas pour la plupart accès aux nouveaux outils de l'information et de la communication.

L'accès à l'information reste un défi permanent pour les utilisateurs et les gestionnaires. Les différentes approches de diffusion de l'information testées au sein du SNRA, comme le SQR ont été arrêtées pour des raisons de financements.

II – Le SNRA du Congo

Le système national de la recherche agricole congolais, comprend les institutions des ministères de la recherche scientifique, de l'Agriculture et de l'Élevage, de l'économie forestière et de l'environnement et de l'enseignement supérieur. Il comprend également les organisations non gouvernementales et les institutions privées.

Il faut noter que l'activité de la recherche scientifique est à plus de 80% axée sur l'agriculture et la foresterie. Plus de 15 centres de recherche au Congo sont impliqués dans les activités agronomiques.

D'où le foisonnement des informations sur l'agriculture éparpillées dans plusieurs structures du pays et dans les tiroirs des chercheurs.

Dans le document de la stratégie agricole adopté en 2004 pour la période 2004 – 2013, le rôle de l'information agricole n'est pas pris en compte.

III – Le système d'information agricole du Congo

Au Congo l'information scientifique en général, l'information agricole en particulier, n'est pas financée. Les méthodes de traitement sont empiriques.

Actuellement le Système National d'Information Agricole compte près de 16 structures de documentation les plus importantes. Mais le manque de liaison entre ces différentes unités, l'absence d'harmonisation dans les outils et techniques de traitement, rendent difficile, l'accès à l'information pertinente dont ont besoin les utilisateurs.

Le système d'information agricole du Congo est né sur l'appui de la FAO qui a abouti à la création du réseau de documentation et d'information au Congo (REDIC) en 1982. Il a donné naissance au réseau de documentation et d'information agricole (REDICA) pour alimenter la banque de données Agris. Le réseau de documentation et d'information scientifique est mis en œuvre en 1986 avec l'appui du CRDI. Tous ces réseaux sont aujourd'hui arrêtés à cause des guerres. Et la politique de diffusion et la vulgarisation des informations n'est plus fonctionnelle.

C'est en 2005, avec l'apport du CTA, dans le renforcement des capacités des structures d'information pour les activités de diffusion au sein du SNRA que la politique de la DSI est relancée. Le CNDIST, en tant qu'organe centralisateur de l'information Scientifique est désigné comme point focal national.

IV – Le CNDIST au sein du SNRA

Le CNDIST, établissement public à caractère scientifique doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, avait d'abord été créé comme une direction sous la tutelle de la Direction Générale de la Recherche Scientifique.

Un décret de 1997 lui donne la mission principale de coordonner l'activité documentaire dans tous ses aspects au niveau nationale. Il a perdu la quasi-totalité de son fonds documentaire au cours des conflits 1993 et entre 1997 et 2000. Les principaux usagers sont les chercheurs, les enseignants chercheurs, les étudiants, les producteurs agricoles, les agriculteurs. Le traitement documentaire est informatisé avec le Winisis.

En 2005, il est identifié comme point focal du projet SICAC pour la mise en œuvre du SQR au sein du SNRA

IV.1 - Méthodes de diffusion du CNDIST

Le centre offrait depuis sa création pour la diffusion les services de publication des catalogues bibliographiques, les photocopies des sommaires, les dossiers documentaires tout en recevant les usagers pour la lecture sur place ou le prêt à domicile.

Mais l'information mise à la disposition des usagers ne semblait pas pertinente par manque d'analyse préalable des besoins des utilisateurs.

Cette analyse se réalise avec le soutien du CTA par le Projet SQR, complété par une autre enquête sur le Système d'information sur les ressources forestières et environnementales (SIFE) financée par la FAO en 2006.

IV.2 – L'Approche SQR

L'approche SQR s'est développé à travers le Projet Système d'information et de Communication Agricole d'Afrique Centrale (SICAC) piloté par le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD/ ONG). Ce projet était financé par le CTA. Les structures bénéficiaires avaient la mission principale d'assister les agriculteurs et tous les autres acteurs du développement rural dans la mise en œuvre de leurs activités par la mise à disposition de supports documentaires et d'information. Il fallait pour cela créer ou développer le Service Questions Réponses (SQR) dans le système de diffusion de l'information au sein des bibliothèques.

Les moyens utilisés par cette approche reposaient surtout sur l'établissement de dossiers documentaires élaborés à partir des questions ou des sujets posés par les usagers.

Et la formule consistait à répondre aux questions spécifiques des usagers, soit sur place avec le bibliothécaire, soit par courrier ou par téléphone.

Méthodologie d'enquête

L'étude sur la "définition d'un système de gestion des informations agricoles visait l'analyse de la situation actuelle du Congo en matière d'utilisation des informations agricoles, l'identification des parties prenantes et leurs besoins en matières d'informations agricoles, la définition de la nature et du format des informations agricoles à collecter ou à diffuser, la proposition des recommandations pour l'établissement d'un réseau de circulation d'informations.

La méthodologie du lancement a consisté d'abord à faire une étude des besoins des utilisateurs par une enquête.

L'enquête couplée à la recherche documentaire s'est réalisée sur la base d'un questionnaire avec des variables, appuyé par des entretiens directs. Un guide d'entretien avait été élaboré pour permettre aux enquêteurs de mieux travailler sur le terrain.

Contenu de l'enquête

Le contenu de l'enquête tournait autour de :

- nom de la structure ou du responsable ;
- domaine d'activité ;
- type d'information produite ;
- type d'information demandée
- format de présentation de l'information
- périodicité ;
- type d'équipements utilisés ;
- méthodes de traitement utilisées pour les centres de documentation.

Le public cible

Le choix du public pour l'enquête était dicté par l'appartenance au SNRA qui sont les centres de documentation, les acteurs agricoles, les producteurs, les maraîchers, et les ONGs, etc..) impliqués directement ou indirectement dans les activités agricoles.

Résultats de l'enquête

L'enquête a permis de cerner la situation documentaire, de faire un recensement des parties prenantes impliquées dans les informations agricoles, de repérer, parmi eux, les utilisateurs agricoles mais également d'identifier les différentes utilisations des résultats de la recherche (par exemple les boutures résistantes du manioc contre la mosaïque). Des propositions portant sur la nature et le format des informations à collecter ont été recueillies.

L'enquête a permis ainsi :

- l'identification et la localisation des structures et des responsables en même temps que la documentation existante sur l'information agricole, forestière et environnementale ;
- la typologie des documents existants et leur utilisation ;
- l'identification des méthodes actuelles de collecte, de gestion et de diffusion des informations ;
- l'identification des parties prenantes et de leurs besoins en matière d'informations agricoles, forestières et environnementales.

Pour les organismes et centres de documentation, les données sur leur identité (raison sociale, localisation), le fonds documentaire, les thématiques développées ou la typologie des informations, le traitement des informations, les ressources humaines et matérielles, les services, les usagers et les produits offerts ont recueillies ;

Pour les acteurs agricoles, notamment, les cultivateurs, les producteurs privés, les ONGs, les chercheurs, les enseignants chercheurs et les étudiants, une possibilité leur a été donnée d'exprimer librement leurs besoins (attentes) spécifiques en informations agricoles et forestières.

Les résultats de cette enquête révèlent non seulement l'existence d'une masse d'information agricole, mais elle est non organisée. Les structures de documentation et des bibliothèques spécialisées ne sont pas pourvues en personnels qualifiés ni équipées en matériels adéquats. Les rares spécialistes de l'information et de la communication n'ont pas pour la plupart accès aux nouveaux outils de l'information et de la communication.

Fonctionnement du SQR

Après l'enquête, le CNDIST a mis sur pied le service SQR qui a démarré en Avril 2005.

Les usagers sollicitaient et obtenaient des dossiers d'information à la carte, des dossiers personnalisés répondant à des besoins spécifiques.

Les utilisateurs posaient des questions directement sur place, par courrier, par téléphone, par e-mail ou par un intermédiaire.

Chaque usager choisissait le canal qui lui convenait.

Le service apportait la réponse selon le canal disponible et surtout en rapport avec le format de l'information demandée.

Sur place l'utilisateur remplissait un formulaire dans lequel il précisait le sujet de ses préoccupations pour permettre au centre de mener les investigations sur le sujet.

Cela se traduisait par :

- une bibliographie sélective (liste de documents avec des références précises sur un thème donné) ;
- un dossier commercial (relatif aux techniques de commercialisation, aux normes, aux marchés extérieurs et intérieurs, au acheteurs-importateurs) ;
- dossier documentaire (compilation des documents traitant d'un sujet précis),
- dossier d'orientation (listes sélective d'organismes, de chercheurs, de spécialistes ou de fabricants d'un produit) ;
- les dossiers statistiques ou les cours des produits, statistique de production, de commercialisation ont souvent posé un problème car il est très difficile d'obtenir des données dans ce domaine au Congo) ;
- dossier technique (fiche technique apportant des conseils pratiques sur un production végétale ou animale, la transformation ou le stockage d'un produit).

Le centre utilisait comme sources d'information :

- Les centres de recherches ;
- Les chercheurs ;
- Les producteurs (ONGS, coopératives agricoles, etc.) ;
- Les services statistiques ;
- Les centres de documentation.

V.3 - La téléphonie mobile

Cette approche n'avait pas de nom propre. Avait été inspirée en 2001 à partir de l'existence des téléphonies (CBS) des compagnies forestières.

Méthode

Le demandeur appelait un numéro du centre publié dans un dépliant et le centre demandait un délai de réponse pour collecter les données ou les coordonnées du chercheur concerné par la question.

Le coût des appels (300 FCFA /mn) a vite découragé l'approche du téléphone.

C'est en 2007 qu'elle est reprise sous la forme de SMS avec le concours d'une Corporation des praticiens en TIC (COPTIC). Les références du fonds documentaire du CNDIST étaient hébergées par un opérateur de téléphonie mobile (Celtel à l'époque). Pour interroger le fonds documentaire, l'utilisateur tapait un code SMS pour connaître les documents disponibles dont il avait besoin et en faire la réservation ou obtenir une copie. Aujourd'hui cette expérience est pratiquée à la bibliothèque du Centre Culturel Français de Brazzaville. Cette expérience était destinée aux usagers éloignés du Centre.

IV.4 – L’audiovisuelle

La faible quantité et qualité du contenu local dans les médias publics pour couvrir l’activité agricole a justifié la création d’une radio rurale de l’Etat sous la tutelle du ministère de l’Agriculture et de l’Elevage. Mais cette radio ne pouvait pas couvrir toute l’étendue du territoire.

Le CNDIST a organisé des émissions de vulgarisations en faisant intervenir des acteurs agricoles ou des chercheurs pour débattre des thèmes précis et répondre aux questions des auditeurs.

Les radios communautaires installées dans les régions sont privées et à vocation politique. Un programme de sensibilisation et de formation des animateurs de radio rurale ou communautaires a été initié par le CNDIST, mais pas concrétisé par manque de financement. C’est une initiative pour impliquer plus précisément certains journalistes à se spécialiser dans la vulgarisation agricole.

V - Perspectives

Les perspectives envisagées par le CNDIST dans le cadre de la DSI sont :

- La restructuration du réseau national d’information agricole
- L’implication des parties prenantes dans l’adoption de la politique nationale de l’information agricole
- L’intéressement des médias de l’Etat aux activités agricoles par une formation des journalistes. Agricoles
- La numérisation des documents du CNDIST
- Renforcement des capacités dans les nouvelles technologies de l’information et de la communication.
- La perspective du CNDIST serait globalement de relancer le SQR avec l’utilisation des technologies modernes comme l’Internet.

Il serait judicieux que des journalistes soient formés dans le domaine de l’information agricole

Le CNDIST prévoit de relancer un bulletin de publication pour la vulgarisation des articles.

Elaborer des posters et documentaires de vulgarisation.

L’assistance pour un renforcement des capacités est nécessaire.

Une révision des accords de coopération avec des organisations partenaires est sur la table des responsables du département.

Conclusion

Comme dans la plupart des pays d’Afrique centrale, la gestion de la connaissance agricole se caractérise par la faiblesse des échanges entre les différents acteurs impliqués dans le secteur et par une mauvaise promotion des résultats produits par divers projets ou organismes.

En outre, comme la plupart des pays africains, le Congo accuse un retard en ce qui concerne l’utilisation de nouvelles technologies et de méthodes modernes de collecte, d’analyse et de gestion des données.

L’expérience acquise par le Congo dans le processus de diffusion de l’information (DSI) lui a permis avec les différentes formules, d’identifier les ressources informationnelles et les besoins en information du secteur agricole.

Cette expertise a fait également l’état des lieux de la gestion de l’information agricole au Congo.

Il est important d’envisager un soutien dans le renforcement des capacités du Système National d’information Agricole.

L'assistance du CTA devrait se poursuivre dans l'utilisation des nouvelles technologies. La création des plateformes sous l'initiative du FARA devrait être renforcée.

Le développement des TIC donne des possibilités immenses aux gestionnaires de l'information agricole afin de soutenir les acteurs agricoles dans le domaine de la recherche ou la recherche – développement, mais pour cela, un renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines.

De toutes ces expériences, celles de la DSI, par le SQR a été plus porteuse des petits résultats.

Mots-clés : SNRA ; Agriculture ; Information agricole ; Institutions de recherche ; Zones rurales ; Diffusion sélective de l'Information ; Secteur agricole ; Paysans ; Nouvelles technologies ; CTA ; CNDIST ; Chercheurs ; SQR ; SICAC.